

Oliver Cann, Associate Director, Media, Tél. : +41 (0)79 799 3405 oliver.cann@weforum.org

Progrès lents dans la réduction de l'écart économique entre les hommes et les femmes à l'échelle mondiale, nouvelles découvertes d'une étude majeure

- Quatre-vingt-deux sur 132 pays ont amélioré leur niveau d'égalité économique entre 2011 et 2012.
- Parmi les quatre plus grandes économies mondiales, les États-Unis, le Japon et l'Allemagne ont réduit les inégalités économiques entre les sexes en 2012 ; la Chine, par contre, a légèrement régressé.
- L'Islande, la Finlande, la Norvège et la Suède ont réduit les inégalités entre les sexes de plus de 80 %. Mais au niveau mondial, 60 % seulement des inégalités économiques entre les hommes et les femmes ont été comblées.
- Téléchargez [l'intégralité du rapport](#) couvrant 135 économies, [classements](#), [vidéo](#), [infographies](#) et plus www.weforum.org/gender

New York, États-Unis, 24 octobre 2012 – Le *Global Gender Gap Report* (rapport mondial sur les écarts entre les hommes et les femmes) 2012, septième édition du rapport du Forum économique mondial sur le sujet classe les pays nordiques dans les plus avancés en la matière : l'Islande, la Finlande, la Norvège et la Suède ont réduit de plus de 80 % les inégalités entre les sexes. Au bas du classement, certains pays doivent encore réduire les inégalités entre les sexes d'environ 50 %, tandis que plus de la moitié des pays étudiés n'ont pas pu réduire les inégalités économiques entre les sexes de plus de 5 % au cours des sept dernières années.

Le *Global Gender Gap Report* classe les pays selon leur capacité à réduire les inégalités entre les sexes dans quatre principaux domaines : la santé et la survie, l'accès à l'éducation, la participation politique et l'égalité économique. Dans les domaines de la santé et de l'éducation, tandis que de grandes inégalités subsistent dans certains pays tels que le Pakistan, l'Éthiopie, le Yémen et le Bénin, des progrès considérables ont été réalisés au niveau mondial, avec une réduction de 96 % des inégalités en matière de santé et de 93 % des inégalités dans l'éducation dans les 135 économies étudiées dans le rapport.

Une comparaison au niveau mondial révèle que les inégalités économiques entre les sexes s'élèvent à 60 %, tandis que 20 % seulement du fossé dans la participation politique a été réduit. À long terme, ces statistiques reflètent une amélioration du statut économique des femmes dans le tiers des 135 pays étudiés, y compris dans les quatre premières économies mondiales : les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne. Toutefois, ces progrès restent lents, car seuls neuf pays ont réalisé des progrès de plus de 10 % au cours des sept dernières années et 75 pays se sont améliorés de moins de 5 %.

Les données indiquent une profonde corrélation entre les pays les plus aptes à réduire les inégalités entre les sexes et les pays les plus compétitifs au plan économique.

« La clé du futur pour chaque pays et chaque institution réside dans sa capacité à attirer les meilleurs talents » a déclaré Klaus Schwab, fondateur et Executive Chairman du Forum économique mondial. « Demain, le talent sera plus important que le capital ou tout autre chose. Développer une approche genre n'est pas qu'une question d'égalité, c'est la porte d'entrée vers la réussite et la prospérité dans un monde toujours plus compétitif ».

Saadia Zahidi, Senior Director, Chef du Programme pour le leadership féminin et la parité entre les hommes et les femmes du Forum économique mondial et co-auteur du rapport a déclaré : « Six des

10 pays les mieux classés dans l'Indice mondial de compétitivité cette année figurent également au rang des 20 premiers pays de l'Indicemondial des Écarts entre les hommes et les femmes – ceci démontre l'impératif, pour les pays qui ont déjà investi dans la santé et l'éducation des femmes, de s'intéresser aux domaines économiques et politiques, et pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, de s'y mettre avant que leurs économies ne périclitent davantage. »

20 premiers pays	2012	2011	
Islande	1	1	→
Finlande	2	3	↑
Norvège	3	2	↓
Suède	4	4	→
Irlande	5	5	→
Nouvelle-Zélande	6	6	→
Danemark	7	7	→
Philippines	8	8	→
Nicaragua	9	27	↑
Suisse	10	10	→
Pays-Bas	11	15	↑
Belgique	12	13	↑
Allemagne	13	11	↓
Lesotho	14	9	↓
Lettonie	15	19	↑
Afrique du Sud	16	14	↓
Luxembourg	17	30	↑
Royaume-Uni	18	16	↓
Cuba	19	20	↑
Autriche	20	34	↑

Analyse régionale

L'Europe domine une fois de plus le top 10 dans le classement de cette année. L'Islande occupe la tête du classement avec la meilleure note générale en matière d'accès à l'éducation et la participation à la prise de décision en politique. Viennent ensuite la Finlande, la Norvège, la Suède et l'Irlande, puis le Danemark (7) et la Suisse (10). L'Italie (80), la Grèce (82) et la Turquie (124) occupent le bas du classement.

En Amérique du nord, les États-Unis ont reculé de cinq places pour occuper la 22ème position, en raison d'un plus faible pourcentage de femmes occupant des postes de prise de décisions politiques. Le Nicaragua est le porteur de l'Amérique latine, avec sa 9ème place au classement mondial. Le Brésil (62) progresse de 20 places grâce à des avancées dans l'éducation primaire et le nombre de femmes nommées aux fonctions ministérielles.

Le pays d'Asie le mieux classé est les Philippines (8), essentiellement en raison de son succès dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la participation économique. La Chine, qui occupe l'avant dernière place du classement pour le sous-indice de la santé et de la survie (132), à cause de la sur-masculinité des naissances, a obtenu une bonne note en termes de participation des femmes au marché du travail (74 %). Le Japon (101) et la Corée du sud (108) figurent parmi les pays de l'OCDE situés au plus bas du classement. L'Inde (105), pour sa part, occupe la dernière place du classement des pays de la zone BRIC, tandis que le Pakistan figure parmi les 10 derniers pays dans les domaines de l'éducation primaire, de l'enseignement secondaire et de l'alphabétisation.

Dans le monde arabe, les Émirats Arabes Unies (107) continuent de plafonner en tête, avec une moyenne toujours plus élevée de la participation des femmes à la vie économique et en termes d'égalité d'accès à l'éducation. Le pays enregistre également une réduction des inégalités entre les sexes dans l'enseignement supérieur, où environ trois fois plus de femmes sont inscrites par rapport aux hommes. La Syrie, dont les données ont été recueillies avant le début de la guerre civile, a régressé de trois places et occupe désormais le 132ème rang derrière l'Arabie Saoudite (131), qui enregistre une amélioration de près de 10 % de son score par rapport à 2006. Le Yémen (135) reste au dernier rang du classement des pays du monde arabe, en dépit des progrès réalisés depuis 2006.

La tête du classement des pays de l'Afrique subsaharienne est occupée par le Lesotho (14). Le pays a perdu cinq places du fait d'un accroissement de l'inégalité des salaires pour un travail équivalent et du revenu estimé des hommes et des femmes. Il reste cependant le seul pays de cette région à avoir comblé le fossé entre les sexes pour les sous-indices de l'accès à l'éducation de la santé et survie. Il est rejoint dans le classement des 20 premiers pays par l'Afrique du Sud (16), tandis que le Mali (128), la Côte d'Ivoire (130) et le Tchad (133) occupent les dernières places.

« Les inégalités entre les sexes peuvent être réduites grâce à des politiques appropriées. Les pays qui opèrent des choix politiques dans ce domaine devraient partager les leçons apprises de leurs expériences afin d'accélérer le progrès », a affirmé la co-auteure Laura Tyson, Professeur de gestion financière internationale à Haas School of Business, Université de Californie, Berkeley, États-Unis.

« Dans les pays où le taux de scolarisation des femmes est supérieur à celui des hommes, établir un équilibre entre le mariage, la maternité et la pleine participation des femmes à la vie économique et politique est devenu une priorité, » a déclaré Ricardo Hausmann, co-auteur du rapport et Director of the Centre for International Development à l'Université d'Harvard.

Notes aux rédacteurs en chef

L'Indice du *Global Gender Gap Report* (rapport mondial sur les différences entre les sexes) évalue 135 pays, soit plus de 93 % de la population mondiale, pour voir dans quelle mesure les ressources et les opportunités sont également réparties entre les hommes et les femmes. Le rapport mesure l'ampleur des inégalités entre hommes et femmes dans quatre domaines :

- **la participation économique et les opportunités** – salaires, participation et emploi hautement qualifié ;
- **l'éducation** – accès aux niveaux élémentaires et secondaires de l'éducation ;
- **l'autonomisation politique** – représentation dans les structures de prise de décisions ;
- **la santé et la survie** – espérance de vie et proportion des sexes ;

Les scores de l'Indice peuvent être interprétés comme le pourcentage de recul des inégalités entre les femmes et les hommes. De ces scores, 111 ont été couverts depuis la première édition du rapport, il y a six ans. Treize des 14 variables utilisées pour créer l'Indice proviennent des indicateurs objectifs publiés par des organisations internationales telles que l'Organisation internationale du travail, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation mondiale de la santé.

Pour la deuxième année consécutive, le rapport inclut de nouvelles données fournies par les ministères en charge de la femme de 74 pays, qui analysent la mise en œuvre des politiques nationales élaborées afin de faciliter la participation des femmes au marché du travail. Aetna, Alcatel-Lucent, Bahrain Mumtalakat Holding Company, Burda Media, Clifford Chance, La Coca-Cola Company, Ernst & Young, HCL Technologies, Heidrick & Struggles, Manpower Group, McKinsey & Company, NYSE Euronext, Nomura Holdings, Olayan Group, Omnicom Group, Renault-Nissan Alliance et Takeda Pharmaceutical sont des partenaires communautaires du Programme pour le leadership féminin et l'égalité des sexes du [Forum économique mondial](#).

Lire le [Rapport mondial sur les différences entre les sexes 2012](#)

Lire sur le Programme pour le leadership féminin et [l'égalité des sexes du Forum économique mondial](#).

Suivre le Forum sur **Twitter** à l'adresse <http://wef.ch/twitter>

Devenir un fan du Forum sur **Facebook** à l'adresse <http://wef.ch/facebook>

Visitez le **blog du Forum** à l'adresse <http://wef.ch/blog>

Abonnez-vous aux communiqués de presse du Forum à l'adresse <http://wef.ch/news>

Le Forum économique mondial est une organisation internationale indépendante qui s'est engagée à améliorer l'état du monde. Le Forum invite des dirigeants d'entreprise, des responsables politiques, des universitaires et d'autres acteurs de la société à définir des programmes mondiaux, régionaux et industriels.

Fondation impartiale et à but non lucratif créée en 1971, le World Economic Forum, dont le siège est à Genève, en Suisse, ne défend aucun intérêt politique, partisan ni national. (<http://www.weforum.org>).



World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, <http://www.weforum.org>

Si vous ne souhaitez plus recevoir de communiqués de presse du World Economic Forum, cliquez [ici](#).